



2019

Rapport financier

Troisième trimestre

31 décembre 2018



Sommaire

Perspectives économiques canadiennes

L'économie canadienne devrait poursuivre sa croissance en 2019, mais à une cadence plus lente par rapport à celle de 2018. Ce ralentissement s'explique essentiellement par la hausse des taux d'intérêt, qui limitera les dépenses de consommation, ainsi que la croissance du marché de l'habitation et des activités de construction connexes. Parallèlement, la baisse des prix du pétrole et d'autres marchandises aura une incidence sur les investissements des entreprises, en particulier dans l'Ouest canadien. L'augmentation des exportations fera contrepoids, mais la croissance du PIB canadien devrait néanmoins être inférieure au taux de 2 % atteint en 2018.

L'économie mondiale devrait demeurer saine et croître à un rythme solide en 2019. La plupart des principaux pays développés devraient voir leur croissance s'accélérer modestement. Les États-Unis seront en tête vu la forte croissance prévue en 2019, créant des emplois et faisant reculer le taux de chômage bien en deçà du niveau que le gouvernement américain associe au plein emploi. Cette performance du partenaire commercial par excellence du Canada, alliée au fléchissement de la valeur du dollar canadien, ainsi que la signature récente de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AÉUMC) soutiendront les exportations en 2019.

La confiance des petites entreprises s'est érodée à la fin de 2018, selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). L'indice du Baromètre a perdu 7,6 points de novembre à décembre, glissant à 53,6, le niveau le plus bas depuis mars 2016. En Alberta, la confiance des PME s'est effritée à la suite de la chute des prix du pétrole en novembre et en décembre.

Selon l'*Enquête auprès des responsables du crédit* de la Banque du Canada, les conditions d'octroi de prêts aux entreprises se sont généralement assouplies à la fin de 2018. Cela s'explique par la concurrence que se livrent les institutions financières à l'égard des prêts aux grandes sociétés, alors que les conditions visant les petites entreprises et les sociétés commerciales sont restées les mêmes. Bien que les taux d'intérêt continuent d'augmenter légèrement, les conditions de crédit demeurent accommodantes.

Faits saillants financiers

Le troisième trimestre de l'exercice 2019, terminé le 31 décembre 2018, reflète une croissance soutenue du volume d'activités de Financement et le niveau élevé des investissements de Capital de risque.

Les acceptations de prêts par les clients de Financement⁽¹⁾ ont atteint 2,0 milliards de dollars pour le troisième trimestre et 5,6 milliards de dollars pour la période de neuf mois écoulée, comparativement à 1,7 milliard de dollars et à 5,3 milliards de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent. Le portefeuille de prêts de Financement⁽²⁾ atteignait 26,1 milliards de dollars au 31 décembre 2018, soit 6,8 % de plus qu'au 31 mars 2018.

Services-conseils a réalisé la signature de contrats nets d'une valeur de 7,1 millions de dollars au troisième trimestre, ce qui est stable comparativement à 7,2 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Services-conseils a affiché de bons résultats pour la période de neuf mois écoulée, réalisant la signature de contrats nets d'une valeur de 21,4 millions de dollars, soit une hausse de 12,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Par ailleurs, les produits ont également augmenté, totalisant 6,7 millions de dollars au troisième trimestre et 18,7 millions de dollars pour la période de neuf mois écoulée, soit une augmentation de respectivement 37,1 % et 32,1 % par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent.

Après avoir connu un niveau élevé d'activité au cours de l'exercice précédent, Capital de croissance et transfert d'entreprise a enregistré une baisse du volume des acceptations au cours des neuf premiers mois de l'exercice considéré. Les clients ont accepté du financement totalisant 70,9 millions de dollars au troisième trimestre et 243,6 millions de dollars pour la période de neuf mois écoulée, comparativement à 133,6 millions de dollars et à 357,0 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent. La baisse du volume des acceptations découle des niveaux élevés de liquidité des marchés.

⁽¹⁾ À moins d'indication contraire, Financement exclut Capital de croissance et transfert d'entreprise.

⁽²⁾ Avant correction de valeur pour pertes de crédit



Capital de risque a autorisé des investissements totalisant 136,0 millions de dollars pour le troisième trimestre et 215,9 millions de dollars pour la période de neuf mois de l'exercice 2019 écoulée, en regard de 11,2 millions de dollars et de 91,4 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des autorisations est attribuable principalement à une hausse des investissements indirects dans des fonds de capital de risque au troisième trimestre de l'exercice 2019.

Les autorisations de Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) ont augmenté pour atteindre 278,9 millions de dollars en raison de l'Initiative de catalyse du capital de risque au troisième trimestre, et 281,7 millions de dollars pour la période de neuf mois écoulée (néant pour les mêmes périodes de l'exercice précédent puisque l'initiative a débuté en juin 2018).

Les clients de la division Technologies propres ont accepté des placements de financement subordonné totalisant 21,0 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2019 et 27,0 millions pour la période de neuf mois écoulée. En outre, la division a autorisé des placements en capitaux propres totalisant 32,2 millions de dollars au troisième trimestre.

Le résultat net consolidé pour le troisième trimestre et la période de neuf mois écoulée s'est établi à respectivement 199,3 millions de dollars et 633,9 millions de dollars, comparativement à 157,3 millions de dollars et 594,2 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les résultats plus élevés obtenus au troisième trimestre par rapport à l'exercice précédent sont principalement attribuables à la hausse des produits d'intérêts nets de Financement liés à la croissance du portefeuille, ainsi qu'aux profits de change de Capital de risque.

Au 31 décembre 2018, BDC s'attend à ce que son résultat net consolidé pour l'exercice 2019 dépasse la cible annuelle du résultat net de 554 millions de dollars établie dans son Plan d'entreprise.

Réalisations trimestrielles de BDC

- Une nouvelle enveloppe de financement commercial pour la diversification énergétique de 500 millions de dollars sur trois ans a été rendue disponible pour aider les petites entreprises du secteur pétrolier et gazier à faire face à l'incertitude actuelle des marchés.
- Une nouvelle série Web a été lancée et présente des entrepreneurs inspirants et résilients et les défis qu'ils doivent relever pour réussir.
- Trois investissements supplémentaires ont été annoncés dans le cadre du Fonds pour les femmes en technologie de BDC Capital, l'un des plus importants fonds de capital de risque au monde consacré exclusivement à l'investissement dans des entreprises technologiques dirigées par des femmes, ce qui porte à 24 le total des investissements du fonds.
- Un sondage a été mené auprès de plus de 4 000 propriétaires de PME au cours du trimestre dans le cadre de l'étude de BDC sur les intentions d'investissement en 2019. Publiée en janvier, l'étude révèle qu'un plus grand nombre d'entrepreneurs prévoient investir dans des actifs incorporels, comme les logiciels et la propriété intellectuelle. Les entreprises à forte croissance mettent l'accent sur l'achat de nouvelles technologies; 59 % d'entre elles prévoient de tels investissements, comparativement à 43 % de l'ensemble des entreprises.



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

BDC est la seule banque qui se consacre uniquement aux entrepreneurs canadiens. Sa mission consiste à soutenir l'entrepreneuriat, plus particulièrement les petites et moyennes entreprises. Comptant plus de 120 centres d'affaires partout au pays, BDC propose aux entreprises des solutions de financement, des investissements et des services-conseils.

Les entrepreneurs qui réussissent contribuent de manière inestimable à l'économie canadienne. Les appuyer relève de l'intérêt national.



Table des matières

Rapport de gestion	6
Contexte du rapport financier trimestriel	6
Gestion du risque	6
Analyse des résultats financiers.....	7
États financiers consolidés	19

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.



Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

L'ensemble des ministères et des sociétés d'État mères sont tenus, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de préparer et de rendre public un rapport financier trimestriel. La *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* est émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, afin que les sociétés d'État mères soient informées de la forme et du contenu des rapports financiers trimestriels requis, en conformité avec l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.

Aucun changement important n'a été apporté aux pratiques de BDC en matière de gestion intégrée du risque, et aucun nouveau risque n'a été relevé au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2018.



Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2018, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette analyse inclut également, s'il y a lieu, des commentaires à propos des écarts notables par rapport au Plan d'entreprise de BDC pour les exercices 2019 à 2023.

BDC fait actuellement rapport sur six secteurs d'activité : Financement, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Services-conseils, division Technologies propres et Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR). À compter de l'exercice 2019, le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et la nouvelle Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR), deux programmes gouvernementaux gérés par BDC, sont désormais présentés dans un même secteur d'activité, soit Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR).

Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités inclus dans le présent rapport.

Résultat net consolidé

	Trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre		31 décembre	
(en millions de dollars)	E2019	E2018	E2019	E2018
Financement	166,8	154,9	508,7	462,4
Services-conseils	(12,2)	(12,1)	(36,3)	(37,4)
Capital de croissance et transfert d'entreprise	10,4	1,8	53,1	50,3
Capital de risque	32,0	11,9	70,6	107,8
Programmes incitatifs pour le capital de risque	2,9	0,8	39,5	11,1
Division Technologies propres	(0,6)	(0,0)	(1,7)	(0,0)
Résultat net	199,3	157,3	633,9	594,2
Résultat net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	196,9	156,1	630,5	554,9
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2,4	1,2	3,4	39,3
Résultat net	199,3	157,3	633,9	594,2



Trimestre et période de neuf mois terminés le 31 décembre

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018, le résultat net consolidé de BDC s'est établi à 199,3 millions de dollars, dont 196,9 millions de dollars sont attribuables à l'actionnaire de BDC et 2,4 millions de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Ces chiffres sont à rapprocher du résultat net consolidé de 157,3 millions de dollars comptabilisé au trimestre correspondant de l'exercice précédent, sur lequel un résultat net de 1,2 million de dollars était attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018, BDC a affiché un solide résultat net consolidé de 633,9 millions de dollars, ce qui représente une augmentation par rapport au résultat net consolidé de 594,2 millions de dollars comptabilisé pour la même période de l'exercice précédent.

La hausse notée au troisième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tient en grande partie à l'augmentation des produits d'intérêts nets de Financement, des profits nets réalisés sur les placements de financement subordonné et des profits de change de Capital de risque. Pour la période de neuf mois, la baisse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements de Capital de risque a été contrebalancée par de meilleurs résultats de Financement en raison de la croissance du portefeuille et une hausse de la variation nette de la plus-value latente des placements de Programmes incitatifs pour le capital de risque.

Résultat global consolidé

	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
(en millions de dollars)				
Résultat net	199,3	157,3	633,9	594,2
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	3,0	-	2,7	(3,4)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(0,3)	0,3	1,6	-
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	2,7	0,3	4,3	(3,4)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(121,1)	(26,9)	(11,4)	(10,9)
Autres éléments du résultat global	(118,4)	(26,6)	(7,1)	(14,3)
Résultat global total	80,9	130,7	626,8	579,9
Résultat global total attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	78,5	129,5	623,4	540,6
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2,4	1,2	3,4	39,3
Résultat global total	80,9	130,7	626,8	579,9



Trimestre et période de neuf mois terminés le 31 décembre

Le résultat global total consolidé comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, et sont soumis à une forte volatilité en raison des fluctuations du marché.

Pour le troisième trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2018, BDC a comptabilisé une perte de respectivement 118,4 millions de dollars et 7,1 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global, comparativement à une perte de 26,6 millions de dollars et de 14,3 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution des autres éléments du résultat global pour le troisième trimestre est principalement attribuable à la perte de 121,1 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies. Cette perte s'explique surtout par la baisse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer le passif net au titre des prestations définies et des rendements des actifs des régimes de retraite plus bas que prévu.



Résultats de Financement

	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
(en millions de dollars)	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits d'intérêts nets	312,5	289,8	921,2	842,2
Frais et autres produits	5,3	4,8	15,8	14,0
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(44,4)	(38,4)	(115,7)	(97,9)
Profits (pertes) nets sur les placements	1,1	0,2	1,1	0,5
Profits (pertes) de change nets	(0,1)	(0,1)	(4,9)	(2,6)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	-	0,5	0,5	1,1
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	274,4	256,8	818,0	757,3
Charges opérationnelles et administratives	107,6	101,9	309,3	294,9
Résultat net provenant de Financement	166,8	154,9	508,7	462,4

	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
En pourcentage du portefeuille moyen	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits d'intérêts nets	4,6	4,7	4,7	4,7
Frais et autres produits	0,1	0,1	0,1	0,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(0,7)	(0,6)	(0,6)	(0,5)
Profits (pertes) nets sur les placements	-	-	-	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	-	-	-	-
Profits (pertes) de change nets	-	-	-	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	4,0	4,2	4,2	4,3
Charges opérationnelles et administratives	1,6	1,7	1,6	1,6
Résultat net provenant de Financement	2,4	2,5	2,6	2,7



Trimestre et période de neuf mois terminés le 31 décembre

Le résultat net de Financement s'est chiffré à 166,8 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2019 et à 508,7 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018, comparativement à 154,9 millions de dollars et à 462,4 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent. Le gain de rentabilité constaté au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois de l'exercice 2019 s'explique principalement par la hausse des produits d'intérêts nets découlant essentiellement de la forte croissance du portefeuille. Les produits d'intérêts nets et les frais exprimés en pourcentage du portefeuille moyen se sont établis à 4,8 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, ce qui équivaut à ceux de la même période de l'exercice précédent.

Cette augmentation a été contrebalancée par une hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit qui s'explique par la croissance du portefeuille ainsi que par le nouveau modèle de dépréciation de l'IFRS 9, qui a été adopté au premier trimestre de l'exercice 2019. Une provision au titre des prêts productifs de 7,2 millions de dollars, une provision au titre des montants non déboursés de 1,1 million de dollars et une provision au titre des prêts douteux de 9,5 millions de dollars constituent l'augmentation de 17,8 millions de dollars notée pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018.

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2018, les charges opérationnelles et administratives ont été légèrement plus élevées que celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives sont restées inchangées par rapport à l'exercice précédent, à 1,6 %.

Résultats de Services-conseils

	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
(en millions de dollars)				
Produits	6,7	4,9	18,7	14,2
Charges liées à la prestation ⁽¹⁾	4,4	3,4	12,5	9,9
Marge bénéficiaire brute	2,3	1,5	6,2	4,3
Charges opérationnelles et administratives	14,5	13,6	42,5	41,7
Perte nette provenant de Services-conseils	(12,2)	(12,1)	(36,3)	(37,4)

⁽¹⁾ Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

Trimestre et période de neuf mois terminés le 31 décembre

Les solutions offertes par Services-conseils sont considérées comme un investissement dans les entrepreneurs. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, Services-conseils a comptabilisé une perte nette de 12,2 millions de dollars, contre une perte nette de 12,1 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. La perte nette cumulée pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018 s'est établie à 36,3 millions de dollars, contre 37,4 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.



Services-conseils a comptabilisé des produits solides de 6,7 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2019, une hausse de 1,8 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice 2018. Ainsi, ses produits se sont chiffrés à 18,7 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, en hausse de 31,7 % par rapport aux produits de 14,2 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. La marge bénéficiaire brute, qui s'est établie à 6,2 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018, est plus élevée que celle de 4,3 millions de dollars enregistrée pour la même période de l'exercice précédent, une hausse surtout attribuable à l'augmentation des produits.

Les charges opérationnelles et administratives de respectivement 14,5 millions de dollars et 42,5 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2018 sont conformes à celles comptabilisées pour les mêmes périodes de l'exercice 2018.



Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
(en millions de dollars)				
Produits nets sur les placements	32,3	25,8	104,9	78,8
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(11,6)	(14,2)	(19,5)	1,0
Profits (pertes) de change nets	0,9	0,0	0,9	(0,4)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	21,6	11,6	86,3	79,4
Charges opérationnelles et administratives	11,2	9,8	33,2	29,1
Capital de croissance et transfert d'entreprise	10,4	1,8	53,1	50,3
Résultat net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	11,9	1,5	53,1	41,7
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,5)	0,3	-	8,6
Capital de croissance et transfert d'entreprise	10,4	1,8	53,1	50,3

	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
En pourcentage du portefeuille moyen				
Produits nets sur les placements	11,8	10,3	13,0	11,1
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(4,2)	(5,7)	(2,4)	0,1
Profits (pertes) de change nets	0,3	-	0,1	(0,1)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	7,9	4,6	10,7	11,1
Charges opérationnelles et administratives	4,1	3,9	4,2	4,1
Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,8	0,7	6,5	7,0
Résultat net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	4,3	0,6	6,5	5,7
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,5)	0,1	-	1,2
Capital de croissance et transfert d'entreprise	3,8	0,7	6,5	6,9



Trimestre et période de neuf mois terminés le 31 décembre

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, le résultat net s'est établi à 10,4 millions de dollars, contre 1,8 million de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé un résultat net de 53,1 millions de dollars, comparativement à 50,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2018. Les résultats du trimestre et de la période de neuf mois ont bénéficié de l'augmentation des produits nets sur les placements, essentiellement en raison de la hausse des profits nets réalisés sur la vente de placements en capitaux propres.

Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2019, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de respectivement 11,6 millions de dollars et 19,5 millions de dollars, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 14,2 millions de dollars et à une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 1,0 million de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019, la variation nette de la moins-value latente sur les placements de 19,5 millions de dollars s'explique essentiellement par le renversement de la plus-value nette en raison du résultat réalisé qui compense l'augmentation des produits nets sur les placements de 26,1 millions de dollars.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Plus(moins)-value nette	(13,6)	(16,5)	(11,0)	(5,6)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	2,0	2,3	(8,5)	6,6
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(11,6)	(14,2)	(19,5)	1,0

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 33,2 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018, en hausse par rapport aux 29,1 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des effectifs en vue de soutenir pleinement la croissance. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives se sont maintenues au même niveau que celles de l'exercice précédent, la recherche d'efficience restant une priorité pour BDC.



Résultats de Capital de risque

	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
(en millions de dollars)				
Produits (pertes) nets sur les placements	5,3	9,7	16,8	(22,0)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(3,0)	3,1	35,6	176,5
Profits (pertes) de change nets	36,5	4,9	38,4	(29,0)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	38,8	17,7	90,8	125,5
Charges opérationnelles et administratives	6,8	5,8	20,2	17,7
Résultat (perte) net provenant de Capital de risque	32,0	11,9	70,6	107,8
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	28,1	11,0	67,2	77,1
Aux participations ne donnant pas le contrôle	3,9	0,9	3,4	30,7
Résultat (perte) net provenant de Capital de risque	32,0	11,9	70,6	107,8

Trimestre et période de neuf mois terminés le 31 décembre

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, Capital de risque a comptabilisé un résultat net de 32,0 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 11,9 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018, le résultat net s'est établi à 70,6 millions de dollars, comparativement à 107,8 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats du troisième trimestre reflètent l'incidence positive des profits de change nets. Pour la période de neuf mois de l'exercice 2019, l'incidence positive des profits de change a été contrebalancée par une diminution de la plus-value nette par rapport à l'exercice 2018.

Capital de risque a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 3,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2019 et une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 35,6 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019. En comparaison, le secteur avait comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de respectivement 3,1 millions de dollars et 176,5 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous.



(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Plus(moins)-value nette	(3,9)	0,4	32,1	124,5
Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations	0,9	2,7	3,5	52,0
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(3,0)	3,1	35,6	176,5

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, les profits de change nets sur les placements de 36,5 millions de dollars s'expliquent par les fluctuations du taux de change avec le dollar américain et sont plus élevés que l'an dernier en raison de la vigueur accrue du dollar américain.

Les charges opérationnelles et administratives, de 20,2 millions de dollars depuis le début de l'exercice, sont plus élevées de 2,5 millions de dollars que celles qui avaient été comptabilisées pour la même période de l'exercice 2018 en raison des coûts liés à la cocreation de deux fonds privés à partir des anciens fonds de capital de risque, le Fonds TI et le Fonds Soins de santé.

Résultats de Programmes incitatifs pour le capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits (pertes) nets sur les placements	0,1	-	0,2	0,1
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	3,8	1,0	41,0	12,0
Profits (pertes) de change nets	0,3	-	0,4	(0,2)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	4,2	1,0	41,6	11,9
Charges opérationnelles et administratives	1,3	0,2	2,1	0,8
Résultat (perte) net provenant de Programmes incitatifs pour le capital de risque	2,9	0,8	39,5	11,1

Trimestre et période de neuf mois terminés le 31 décembre

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2019, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) a enregistré un résultat net de 2,9 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 0,8 million de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018, PICR a comptabilisé un résultat net de 39,5 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 11,1 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Les très bons résultats de l'exercice 2019 s'expliquent par la variation nette de la plus-value latente des fonds sous-jacents du Plan d'action pour le capital de risque.



Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2018, les charges opérationnelles et administratives de respectivement 1,3 million de dollars et 2,1 millions de dollars sont légèrement plus élevées que celles comptabilisées pour les mêmes périodes de l'exercice 2018, principalement en raison des charges liées à la nouvelle Initiative de catalyse du capital de risque.

Résultats de la division Technologies propres

(\$ in millions)	Trimestre terminé le 31 décembre		Neuf mois terminés le 31 décembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits d'intérêts nets et frais	0,6	(0,0)	1,2	(0,0)
Net change in unrealized appreciation (depreciation) of investments	(0,3)	-	-	(1,7)
Income before operating and administrative expenses	0,3	(0,0)	-	76,4
Charges opérationnelles et administratives	0,9	-	2,6	-
Perte nette provenant de la division Technologies propres	(0,6)	(0,0)	(1,7)	(0,0)

Trimestre et période de neuf mois terminés le 31 décembre

Pour le troisième trimestre et la période de neuf mois de l'exercice 2019, la division Technologies propres a comptabilisé une perte nette de respectivement 0,6 million de dollars et 1,7 million de dollars, alors que BDC poursuit ses efforts visant l'expansion de ce nouveau secteur d'activité.

Au 31 décembre 2018, le portefeuille de la division Technologies propres s'établissait à 52,6 millions de dollars, dont 30,7 millions de dollars étaient constitués de placements de financement subordonné et 22,5 millions de dollars, de placements en capitaux propres.

État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

À compter du premier trimestre de l'exercice 2019, BDC a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et s'est prévalu de l'exemption selon laquelle les informations comparatives n'ont pas été retraitées. L'application du nouveau modèle de dépréciation a eu pour incidence financière un renversement de 131,7 millions de dollars de la correction de valeur pour pertes de crédit et une augmentation correspondante des bénéfices non distribués à l'ouverture. Se reporter aux notes 3 et 4 des états financiers pour obtenir plus de renseignements sur la transition à l'IFRS 9.

Au 31 décembre 2018, le total des actifs de BDC s'établissait à 30,0 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,2 milliards de dollars par rapport au 31 mars 2018, grâce, en grande partie, à une hausse de 1,7 milliard de dollars du portefeuille de prêts brut et au renversement de 131,7 millions de dollars de la correction de valeur pour pertes de crédit par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

Le portefeuille de prêts de 25,5 milliards de dollars représente le principal actif de BDC (portefeuille brut de 26,1 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit de 0,6 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 6,8 % au cours des neuf mois suivant le 31 mars 2018, en raison d'une hausse du niveau des activités.



Les portefeuilles de placements de BDC, c'est-à-dire les portefeuilles de financement subordonné et de capital de risque, totalisaient 3,0 milliards de dollars, comparativement à 2,7 milliards de dollars au 31 mars 2018. Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières s'établissait à 684,4 millions de dollars, comparativement à 472,7 millions de dollars au 31 mars 2018.

Au 31 décembre 2018, la juste valeur des actifs dérivés était de 9,7 millions de dollars et la juste valeur des passifs dérivés s'établissait à 12,5 millions de dollars. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés a diminué de 14,8 millions de dollars depuis le 31 mars 2018.

Au 31 décembre 2018, BDC a comptabilisé un actif net au titre des prestations définies de 59,7 millions de dollars lié au régime de retraite agréé, ainsi qu'un passif net au titre des prestations définies de 249,6 millions de dollars pour les autres régimes, ce qui représente un passif net total au titre des prestations définies de 189,9 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse de 30,0 millions de dollars par rapport au total du passif net au titre des prestations définies au 31 mars 2018. Cette baisse découle principalement des pertes sur les réévaluations comptabilisées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 8 du présent rapport.

BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 680,0 millions de dollars au 31 décembre 2018, comparativement à 672,9 millions de dollars au 31 mars 2018. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 1 048,1 millions de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 338,2 millions de dollars, en raison des décaissements nets sur les titres adossés à des créances mobilières, des placements de capital de risque et de financement subordonné. Les activités de financement ont généré 1 393,4 millions de dollars de flux de trésorerie, en raison essentiellement de l'émission de billets à long terme et de billets à court terme.

Au 31 décembre 2018, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 22,1 milliards de dollars d'emprunts et 7,6 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprennent 20,6 milliards de dollars de billets à court terme et 1,3 milliard de dollars de billets à long terme.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Au 31 décembre 2018, le ratio interne de capital de BDC atteignait 137,0 %, dépassant son ratio de capital cible de 134 %, comparativement à 134,7 % au 31 mars 2018.



États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière	20
État consolidé de la situation financière.....	21
État consolidé des résultats.....	22
État consolidé du résultat global.....	23
État consolidé des variations des capitaux propres	24
Tableau consolidé des flux de trésorerie	26
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	27
<i>Note 1 Description générale de BDC</i>	<i>27</i>
<i>Note 2 Base d'établissement.....</i>	<i>27</i>
<i>Note 3 Principales méthodes comptables.....</i>	<i>28</i>
<i>Note 4 Adoption de l'IFRS 9.....</i>	<i>34</i>
<i>Note 5 Jugements, estimations et hypothèses comptables importants</i>	<i>35</i>
<i>Note 6 Juste valeur des instruments financiers</i>	<i>36</i>
<i>Note 7 Titres adossés à des créances mobilières</i>	<i>39</i>
<i>Note 8 Prêts</i>	<i>39</i>
<i>Note 9 Placements de financement subordonné</i>	<i>42</i>
<i>Note 10 Placements de capital de risque.....</i>	<i>43</i>
<i>Note 11 Capital social</i>	<i>44</i>
<i>Note 12 Informations sectorielles.....</i>	<i>45</i>
<i>Note 13 Garanties</i>	<i>50</i>
<i>Note 14 Transactions entre parties liées.....</i>	<i>50</i>



Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Michael Denham
Président et chef de la direction

Stefano Lucarelli, CPA, CA
Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Montréal, Canada
6 février 2019



État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 décembre 2018	31 mars 2018
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		679 973	672 870
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG	7	674 235	465 216
Prêts			
Prêts, au coût amorti	8	26 099 639	24 432 831
Moins: correction de valeur pour pertes de crédit	8	(623 387)	(704 640)
Prêts au coût amorti, nets		25 476 252	23 728 191
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net			
Actifs dérivés		9 697	15 357
Titres adossés à des créances mobilières	7	10 143	7 479
Placements de financement subordonné	9	1 093 651	1 052 352
Placements de capital de risque	10	1 864 398	1 663 627
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		2 977 889	2 738 815
Immobilisations corporelles		58 516	51 297
Immobilisations incorporelles		38 326	38 206
Actif net au titre des prestations définies		59 745	95 303
Autres actifs		27 694	19 268
Total des actifs		29 992 630	27 809 166
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs et frais courus		107 280	127 453
Billets à court terme		20 645 386	20 481 148
Billets à long terme		1 185 760	-
Total des passifs financiers au coût amorti		21 938 426	20 608 601
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net			
Passifs dérivés		12 521	3 387
Billets à long terme		137 463	137 684
Total des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		149 984	141 071
Passif net au titre des prestations définies		249 649	255 225
Autres passifs		83 402	45 066
Total des passifs		22 421 461	21 049 963
Capitaux propres			
Capital social	11	2 602 900	2 477 900
Surplus d'apport		27 778	27 778
Bénéfices non distribués		4 892 864	4 211 785
Cumul des autres éléments du résultat global		3 345	(991)
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		7 526 887	6 716 472
Participations ne donnant pas le contrôle		44 282	42 731
Total des capitaux propres		7 571 169	6 759 203
Total des passifs et des capitaux propres		29 992 630	27 809 166

Garanties (note 13)

Engagements (notes 7, 8, 9 et 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre		31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits d'intérêts	416 309	351 509	1 188 671	995 311
Charges d'intérêts	80 494	40 857	202 346	93 567
Produits d'intérêts nets	335 815	310 652	986 325	901 744
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	10 204	8 039	40 821	(19 649)
Produits de Services-conseils	6 689	4 844	18 714	14 041
Frais et autres produits	10 037	11 523	32 990	31 391
Produits nets	362 745	335 058	1 078 850	927 527
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(44 382)	(38 438)	(115 689)	(97 928)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(10 018)	(9 904)	57 963	189 761
Profits (pertes) de change nets	37 631	4 793	34 802	(32 195)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(33)	519	511	1 121
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	345 943	292 028	1 056 437	988 286
Salaires et avantages du personnel	99 946	92 521	299 969	279 417
Locaux et équipement	10 728	10 089	32 338	30 452
Autres charges	35 993	32 144	90 212	84 178
Charges opérationnelles et administratives	146 667	134 754	422 519	394 047
Résultat net	199 276	157 274	633 918	594 239
Résultat net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	196 827	156 057	630 479	554 902
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2 449	1 217	3 439	39 337
Résultat net	199 276	157 274	633 918	594 239

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés et la note 12 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



État consolidé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre		31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Résultat net	199 276	157 274	633 918	594 239
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	3 048	11	2 704	(3 498)
Profits (pertes) nets latents sur les couvertures des flux de trésorerie	-	590	2 473	770
Reclassement au résultat net des pertes (profits) sur les couvertures des flux de trésorerie	(284)	(242)	(841)	(739)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(284)	348	1 632	31
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	2 764	359	4 336	(3 467)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	(121 132)	(26 867)	(11 450)	(10 857)
Autres éléments du résultat global	(118 368)	(26 508)	(7 114)	(14 324)
Résultat global total	80 908	130 766	626 804	579 915
Résultat global total attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	78 459	129 549	623 365	540 578
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2 449	1 217	3 439	39 337
Résultat global total	80 908	130 766	626 804	579 915

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 31 décembre
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 30 septembre 2018	2 477 900	27 778	4 817 169	(4 620)	5 201	581	7 323 428	38 771	7 362 199
Résultat global total									
Résultat net			196 827				196 827	2 449	199 276
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG				3 048		3 048	3 048		3 048
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(284)	(284)	(284)		(284)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(121 132)				(121 132)		(121 132)
Autres éléments du résultat global	-	-	(121 132)	3 048	(284)	2 764	(118 368)	-	(118 368)
Résultat global total	-	-	75 695	3 048	(284)	2 764	78 459	2 449	80 908
Émission d'actions	125 000						125 000		125 000
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								1 437	1 437
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								1 625	1 625
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	125 000	-	-	-	-	-	125 000	3 062	128 062
Solde au 31 décembre 2018	2 602 900	27 778	4 892 864	(1 572)	4 917	3 345	7 526 887	44 282	7 571 169

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 30 septembre 2017	2 413 400	27 778	3 888 467	(4 220)	3 104	(1 116)	6 328 529	39 551	6 368 080
Résultat global total									
Résultat net			156 057				156 057	1 217	157 274
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG				11		11	11		11
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					348	348	348		348
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(26 867)				(26 867)		(26 867)
Autres éléments du résultat global	-	-	(26 867)	11	348	359	(26 508)	-	(26 508)
Résultat global total	-	-	129 190	11	348	359	129 549	1 217	130 766
Émission d'actions	64 500						64 500		64 500
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(1 607)	(1 607)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								-	-
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	64 500	-	-	-	-	-	64 500	(1 607)	62 893
Solde au 31 décembre 2017	2 477 900	27 778	4 017 657	(4 209)	3 452	(757)	6 522 578	39 161	6 561 739

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour les neuf mois terminé le 31 décembre
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2018	2 477 900	27 778	4 211 785	(4 276)	3 285	(991)	6 716 472	42 731	6 759 203
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 au 1^{er} avril 2018⁽¹⁾			131 750				131 750		131 750
Solde d'ouverture au 1^{er} avril 2018	2 477 900	27 778	4 343 535	(4 276)	3 285	(991)	6 848 222	42 731	6 890 953
Résultat global total									
Résultat net			630 479				630 479	3 439	633 918
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG				2 704		2 704	2 704		2 704
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					1 632	1 632	1 632		1 632
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(11 450)				(11 450)		(11 450)
Autres éléments du résultat global	-	-	(11 450)	2 704	1 632	4 336	(7 114)	-	(7 114)
Résultat global total	-	-	619 029	2 704	1 632	4 336	623 365	3 439	626 804
Émission d'actions	125 000						125 000		125 000
Dividendes sur les actions ordinaires			(69 700)				(69 700)		(69 700)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(4 777)	(4 777)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								2 889	2 889
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	125 000	-	(69 700)	-	-	-	55 300	(1 888)	53 412
Solde au 31 décembre 2018	2 602 900	27 778	4 892 864	(1 572)	4 917	3 345	7 526 887	44 282	7 571 169

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2017	2 413 400	27 778	3 473 612	(711)	3 421	2 710	5 917 500	21 795	5 939 295
Résultat global total									
Résultat net			554 902				554 902	39 337	594 239
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG				(3 498)		(3 498)	(3 498)		(3 498)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					31	31	31		31
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(10 857)				(10 857)		(10 857)
Autres éléments du résultat global	-	-	(10 857)	(3 498)	31	(3 467)	(14 324)	-	(14 324)
Résultat global total	-	-	544 045	(3 498)	31	(3 467)	540 578	39 337	579 915
Émission d'actions	64 500						64 500		64 500
Dividendes sur les actions ordinaires			-				-		-
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(22 763)	(22 763)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								792	792
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	64 500	-	-	-	-	-	64 500	(21 971)	42 529
Solde au 31 décembre 2017	2 477 900	27 778	4 017 657	(4 209)	3 452	(757)	6 522 578	39 161	6 561 739

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Neuf mois terminés le	
	31 décembre		31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Activités opérationnelles				
Résultat net	199 276	157 274	633 918	594 239
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets				
Produits d'intérêts	(416 309)	(351 509)	(1 188 671)	(995 311)
Charges d'intérêts	80 494	40 857	202 346	93 567
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	(10 204)	(8 039)	(40 821)	19 649
Dotation à la provision pour pertes de crédit	44 382	38 438	115 689	97 928
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	10 018	9 904	(57 963)	(189 761)
Pertes (profits) de change nets latents	(45 026)	(13 728)	(52 664)	50 242
Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers	317	(278)	1 304	(382)
Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges	9 577	6 915	18 532	6 096
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	4 874	4 051	14 386	11 745
Pertes (profits) sur la vente d'immobilisations corporelles	-	-	-	-
Autres	6 467	(7 824)	(5 789)	(15 176)
Charges d'intérêts payées	(74 954)	(37 993)	(190 972)	(86 879)
Produits d'intérêts reçus	411 656	338 994	1 164 491	953 493
Variation des actifs et des passifs opérationnels				
Variation nette des prêts	(517 266)	(561 325)	(1 649 924)	(1 566 076)
Variation nette des créditeurs et frais courus	18 628	16 430	(20 173)	(25 573)
Variation nette des autres actifs et autres passifs	9 390	6 094	8 224	758
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	(268 680)	(361 739)	(1 048 087)	(1 051 441)
Activités d'investissement				
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	(140 486)	(84 008)	(380 381)	(239 424)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	57 771	56 150	172 189	255 501
Décaissements sur les placements de financement subordonné	(111 439)	(119 690)	(265 692)	(322 691)
Remboursements sur les placements de financement subordonné	75 864	54 105	225 934	154 835
Décaissements sur les placements de capital de risque	(63 659)	(42 374)	(175 205)	(226 090)
Produits de la vente de placements de capital de risque	26 095	45 561	106 649	107 539
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 105)	(7 666)	(14 027)	(17 415)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 407)	(3 972)	(7 698)	(10 812)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(161 366)	(101 894)	(338 231)	(298 557)
Activités de financement				
Variation nette des billets à court terme	(100 000)	420 036	160 009	1 364 961
Émission de billets à long terme	415 000	-	1 180 000	-
Remboursements de billets à long terme	-	(4 700)	-	(21 175)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	1 437	(1 607)	(4 777)	(22 763)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle	1 625	-	2 889	792
Émission d'actions ordinaires	125 000	64 500	125 000	64 500
Dividendes versés sur les actions ordinaires	-	-	(69 700)	-
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	443 062	478 229	1 393 421	1 386 315
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	13 016	14 596	7 103	36 317
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	666 957	670 889	672 870	649 168
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	679 973	685 485	679 973	685 485

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services-conseils complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

Depuis le 18 juillet 2018, BDC rend des comptes au Parlement par l'entremise de la ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations.

2.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent la même base d'établissement que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, à l'exception des changements apportés à la comptabilisation des instruments financiers découlant de l'adoption de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, le 1^{er} avril 2018. L'information comparative pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 n'a pas été retraitée. Pour obtenir toute l'information au sujet de la base d'établissement ainsi que sur les principales méthodes comptables et les jugements, estimations et hypothèses importants liés à l'ancienne norme sur les instruments financiers – IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* –, se reporter aux pages 55 à 68 de notre Rapport annuel 2018.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés ont été établis en utilisant les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés pourrait être nécessaire.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont été approuvés pour publication le 6 février 2019 par le conseil d'administration.



3.

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 mis à part les nouvelles méthodes comptables découlant de l'adoption de l'IFRS 9 décrites ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés doivent être lus en parallèle avec le Rapport annuel 2018 de BDC et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 54 à 114 de ce rapport.

Instruments financiers

Comptabilisation, décomptabilisation et évaluation des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque BDC devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument financier.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque l'actif financier ainsi que tous les risques et avantages importants connexes sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à expiration.

Les instruments financiers sont comptabilisés et décomptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. La juste valeur lors de la comptabilisation initiale comprend les coûts de transaction attribués directement à l'acquisition ou à l'émission des instruments financiers, sauf dans le cas des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Classement des instruments financiers – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1^{er} avril 2018)

Actifs financiers

Au moment de la comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant ultérieurement évalué :

- au coût amorti;
- à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN); ou
- à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG).

Appréciation du modèle économique

Le classement dépend du modèle économique qu'utilise BDC pour gérer ces actifs financiers et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de l'actif financier. Les objectifs du modèle économique sont divisés en trois catégories :

- détenir des actifs financiers uniquement afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- détenir des actifs financiers à la fois pour en percevoir les flux de trésorerie contractuels et pour les vendre;
- gérer des actifs financiers sur la base de la juste valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Un actif financier est évalué au coût amorti s'il répond aux deux conditions ci-après et qu'il n'est pas désigné comme étant évalué à la JVRN :

- l'actif est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les dispositions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier est évalué à la JVAERG uniquement s'il répond aux deux conditions ci-après et s'il n'est pas désigné comme étant évalué à la JVRN :

- l'actif est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre; et
- les dispositions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Tous les autres actifs financiers sont classés comme étant évalués à la JVRN.

BDC peut, lors de la comptabilisation initiale, désigner irrévocablement un actif financier comme étant évalué à la JVRN même s'il répond aux conditions pour être évalué au coût amorti ou à la JVAERG.

BDC évalue l'objectif d'un modèle économique dans lequel un actif est détenu au niveau du portefeuille afin de mieux refléter la façon dont elle gère ses activités et dont les informations sont communiquées à la direction. Les informations en question comprennent :

- la stratégie d'investissement pour détenir ou vendre les actifs dans le portefeuille et les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle économique;
- les rapports transmis à la direction de BDC et les indicateurs clés utilisés pour évaluer la performance du portefeuille;
- la rémunération des gestionnaires de portefeuille (notamment la question de savoir si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus);
- la fréquence, le volume et le moment auxquels des ventes ont été réalisées au cours des périodes antérieures, les raisons qui ont motivé ces ventes et les attentes quant aux ventes futures.

Évaluation pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts

BDC prend en considération les dispositions contractuelles de l'instrument pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts. Cette évaluation nécessite notamment d'établir si un actif financier comprend une clause contractuelle qui pourrait modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels, de sorte que l'actif ne respecterait pas cette condition.

Dans le cadre de cette évaluation, BDC tient compte de caractéristiques telles que les suivantes :

- la possibilité que des événements puissent modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie;
- des clauses comportant un effet de levier;
- des options de remboursement anticipé ou de prolongation;
- des clauses qui limitent les droits de BDC aux flux de trésorerie provenant d'actifs spécifiés; et
- des caractéristiques qui influent sur l'appréciation de la valeur temps de l'argent.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Passifs financiers

BDC classe ses passifs financiers comme étant évalués au coût amorti sauf si elle a désigné des passifs comme évalués à la JVRN ou si elle est tenue d'évaluer des passifs à la JVRN. BDC désigne un passif financier comme étant évalué à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale si cette désignation permet d'éliminer une non-concordance comptable qui, autrement, pourrait découler d'une base d'évaluation différente des actifs ou des passifs.

Une description de la base de chaque désignation est fournie à la section sur les principaux types d'instruments financiers de la présente note.

Évaluation ultérieure des instruments financiers – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1^{er} avril 2018)

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers sont évalués selon le classement de l'instrument financier, soit à la juste valeur ou au coût amorti.

Instruments financiers classés au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements et encaissements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier de manière à obtenir sa valeur comptable. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, BDC estime les flux de trésorerie futurs en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier. Les produits d'intérêts, les charges d'intérêts et l'amortissement des frais de traitement des prêts sont présentés sous Produits d'intérêts nets dans l'état consolidé des résultats.

Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net

Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur, et la variation des profits ou pertes latents est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats sous :

- variation nette de la plus ou moins-value latente sur les placements ou en tant que profits ou pertes de change nets lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné et de capital de risque; ou
- profits ou pertes nets sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés.

Les profits et les pertes découlant de la vente, de la cession ou de la radiation de ces instruments financiers sont inclus directement dans l'état consolidé des résultats et comptabilisés aux postes suivants :

- profits ou pertes nets réalisés sur les placements lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné et de capital de risque; ou
- profits ou pertes nets sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés.

Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, à l'exception des pertes de valeur, qui sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats de la période au cours de laquelle il a été établi que l'actif avait subi une dépréciation.

Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

L'évaluation ultérieure des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net est semblable à celle des instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Dépréciation – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1^{er} avril 2018)

Une correction de valeur pour pertes de crédit attendues est établie à l'égard des actifs financiers suivants qui ne sont pas évalués à la JVRN :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie;
- Effets à recevoir;
- Titres adossés à des créances mobilières (TACM) de qualité de premier rang;
- Prêts;
- Engagements en matière de prêts et TACM.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les pertes de crédit attendues dans le portefeuille à la date de présentation de l'information financière en fonction d'un modèle prospectif et est établie individuellement.

Conformément à l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est évaluée selon un modèle de dépréciation en trois étapes :

- i. Étape 1 – pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir si le risque de crédit n'augmente pas de manière importante depuis la comptabilisation initiale;
- ii. Étape 2 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie si le risque de crédit augmente de manière importante depuis la comptabilisation initiale et que le prêt n'est pas considéré comme étant déprécié;
- iii. Étape 3 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie si le prêt est considéré comme étant déprécié.

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues fournit une estimation reposant sur des pondérations probabilistes, qui intègre des informations prospectives représentant trois scénarios macroéconomiques. L'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit est fondée sur la variation de la probabilité de défaillance prospective sur la durée de vie du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Au moment de la transition à l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est calculée selon les montants déboursés et non déboursés des prêts autorisés et des titres adossés à des créances mobilières de qualité de premier rang. La correction de valeur pour les montants déboursés est comptabilisée en diminution des actifs, tandis que la correction de valeur pour les montants non déboursés est comptabilisée à titre d'autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

Définition de la défaillance

Conformément à la politique en matière de gestion du risque de crédit de BDC, un actif financier est considéré comme étant déprécié et passe à l'étape 3 en cas de défaut de paiement pendant trois mois consécutifs ou en cas d'événements défavorables jugés graves et probablement irrémédiables, de sorte que BDC ne peut plus s'attendre à percevoir la totalité des flux de trésorerie futurs attendus.

Politique de radiation

Les actifs financiers sont sortis du bilan lorsque BDC a épuisé tous les recours possibles pour obtenir un recouvrement auprès de l'emprunteur et du garant et qu'aucune valeur n'est attendue à la suite de la réalisation d'une sûreté.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Principaux types d'instruments financiers

Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie comprennent les billets bancaires à court terme dont l'échéance est de moins de trois mois à la date initiale d'acquisition et qui sont utilisés pour gérer le risque de liquidité.

Les équivalents de trésorerie sont classés au coût amorti.

Les équivalents de trésorerie font l'objet d'un suivi au quotidien pour déterminer le risque de crédit lié à la contrepartie en faisant appel à des agences de notation externes. Au 30 septembre 2018, les équivalents de trésorerie étaient considérés comme ayant un faible risque de crédit en fonction des notations externes des contreparties de A à AA. La mesure de simplification dans les cas où le risque de crédit est faible est utilisée et la dépréciation des équivalents de trésorerie est calculée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

Titres adossés à des créances mobilières

Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières (TACM) est composé de billets de qualité de premier rang ou subordonnés, émis par voie de placement privé.

Les TACM de qualité de premier rang sont classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et les billets TACM subordonnés sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net dans la mesure où ils font l'objet de rapports à la direction et sont évalués par celle-ci sur la base de la juste valeur. Les TACM présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

La juste valeur des TACM est calculée au moyen des flux de trésorerie prévus et d'une courbe de taux de rendement estimative découlant de la courbe des taux de rendement relatifs aux titres émis par le gouvernement canadien et de l'écart de taux des TACM pour des transactions comparables. Le résultat est ajusté en fonction du risque lié aux actifs sous-jacents et de la structure de la transaction.

Conformément à l'IFRS 9, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction du portefeuille de billets de qualité de premier rang déboursés et non déboursés puisqu'ils sont classés comme étant évalués à la JVAERG. Aucune dépréciation n'est calculée sur les billets subordonnés puisqu'ils sont classés à la JVRN. Au moment de la transition à l'IFRS 9, tous les billets de qualité de premier rang sont considérés comme ayant un faible risque de crédit, de sorte que la mesure de simplification en pareil cas est utilisée et la dépréciation est calculée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. Le risque de crédit des billets TACM est surveillé chaque trimestre à l'aide d'une méthode de classification interne des cotes de risque de crédit.

Prêts

Les prêts sont classés et évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

BDC examine son portefeuille de prêts afin d'évaluer, pour chacun des actifs pris individuellement, le risque de crédit à l'aide du modèle de dépréciation en trois étapes et détermine s'il existe une indication objective de dépréciation pour laquelle il faudrait comptabiliser une perte dans l'état consolidé des résultats. Pour BDC, il y a indication objective de dépréciation lorsque le remboursement de l'intérêt ou du principal du prêt est en retard depuis au moins trois mois consécutifs ou s'il y a une raison de croire qu'une partie du principal ou de l'intérêt ne pourra être recouvrée.

Lorsqu'un prêt est jugé douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à la valeur actualisée de ses flux de trésorerie futurs estimés actualisés i) au taux d'intérêt effectif initial du prêt pour les prêts à taux fixe ou ii) au taux en vigueur au moment de la dépréciation pour les prêts à taux flottant. Lorsque le montant des flux de trésorerie ne peut être déterminé de manière raisonnable, la juste valeur estimative de tout bien donné en garantie est utilisée, que la saisie soit probable ou non.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les valeurs comptables des prêts douteux sont d'abord diminuées par le biais du compte de correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les prêts sont ensuite radiés quand tous les efforts de recouvrement ont été épuisés et qu'il n'existe plus de probabilités de recouvrement. Les montants des pertes de valeur initiales ainsi que toute augmentation ou tout renversement ultérieur de ces pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats à titre de dotation à la provision pour pertes de crédit attendues.

Pour de plus amples renseignements sur les critères utilisés pour déterminer le montant de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, se reporter à la note 5, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*.

Placements de financement subordonné et de capital de risque

Lors de la comptabilisation initiale, les placements de financement subordonné et de capital de risque sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné qu'ils font partie d'un portefeuille qui fait l'objet de rapports à la direction et qui est évalué par celle-ci sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques et d'investissement. Au moment de la transition à l'IFRS 9, les montants non déboursés des placements de financement subordonné ont été désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net pour éviter une non-concordance comptable entre les placements non déboursés et les autres placements en cours évalués à la JVRN.

Le processus de BDC pour l'évaluation de la juste valeur des placements de financement subordonné et de capital de risque s'inspire de directives internationales intitulées « International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines ». Selon le type de placements qu'elle évalue, BDC utilise soit i) des méthodologies d'évaluation fondées sur le marché, comme le cours du marché ou le prix de placements similaires et récents, soit ii) la méthode fondée sur le bénéfice ou les flux de trésorerie actualisés, ou iii) la méthode de la liquidation ou la méthode reposant sur l'actif. Ces justes valeurs sont mises à jour au moins deux fois par an par des évaluateurs internes, puis sont revues par un comité de révision des évaluations, dont un membre externe est expert en évaluation d'entreprise. Le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) comprend des opérations de fonds de fonds qui permettent à certains autres commanditaires de recevoir un rendement préférentiel sur le coût initial de leur investissement, des appels de fonds ultérieurs et une préférence dans les distributions. L'incidence de ces modalités est prise en compte dans le calcul de la juste valeur par l'application d'un ajustement à la valeur liquidative attribuée à chaque fonds.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



4.

Adoption de l'IFRS 9

Le tableau qui suit résume l'incidence de la transition à l'IFRS 9, le 1^{er} avril 2018, sur le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de BDC.

	Classement et base d'évaluation		Rapprochement des valeurs comptables		
	Initiale (IAS 39)	Nouvelle (IFRS 9)	Au 31 mars 2018 (IAS 39)	Réévaluation	Au 1 ^{er} avril 2018 (IFRS 9)
ACTIFS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti	672 870	-	672 870
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG	Disponibles à la vente	JVAERG	465 216	-	465 216
Prêts	Prêts et créances	Coût amorti			
Prêts, au coût amorti			24 432 831	21 244	24 454 075
Moins: correction de valeur pour pertes de crédit			(704 640)	132 193	(572 447)
Prêts au coût amorti, nets			23 728 191	153 437	23 881 628
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Actifs dérivés	Détenus à des fins de transaction	JVRN	15 357	-	15 357
Titres adossés à des créances mobilières	JVRN (Désignés) ⁽¹⁾	JVRN	7 479	-	7 479
Placements de financement subordonné	JVRN (Désignés) ⁽¹⁾	JVRN	1 052 352	-	1 052 352
Placements de capital de risque	JVRN (Désignés) ⁽¹⁾	JVRN	1 663 627	-	1 663 627
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net			2 738 815	-	2 738 815
Autres actifs	Prêts et créances	Coût amorti	204 074	-	204 074
Total des actifs			27 809 166	153 437	27 962 603
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES					
Passifs					
Créditeurs et frais courus	Passifs financiers	Coût amorti	127 453	-	127 453
Billets à court terme	Passifs financiers	Coût amorti	20 481 148	-	20 481 148
Billets à long terme	Passifs financiers	Coût amorti	-	-	-
Total des passifs financiers au coût amorti			20 608 601	-	20 608 601
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Passifs dérivés	Détenus à des fins de transaction	JVRN	3 387	-	3 387
Billets à long terme	JVRN (Désignés)	JVRN (Désignés)	137 684	-	137 684
Total des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net			141 071	-	141 071
Autres passifs	Passifs financiers	Coût amorti	300 291	21 687	321 978
Total des passifs			21 049 963	21 687	21 071 650
Capitaux propres					
Capital social			2 477 900	-	2 477 900
Surplus d'apport			27 778	-	27 778
Bénéfices non distribués			4 211 785	131 750	4 343 535
Cumul des autres éléments du résultat global			(991)	-	(991)
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC			6 716 472	131 750	6 848 222
Participations ne donnant pas le contrôle			42 731	-	42 731
Total des capitaux propres			6 759 203	131 750	6 890 953
Total des passifs et des capitaux propres			27 809 166	153 437	27 962 603

⁽¹⁾ Les placements autres que les prêts détenus par BDC satisfont aux critères de classement obligatoire dans la classe d'évaluation à la JVRN puisque les flux de trésorerie contractuels de ces placements ne sont pas uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Avant l'adoption de l'IFRS 9, ces placements étaient désignés comme étant à la JVRN étant donné que BDC les gérait sur la base de leur juste valeur conformément à une stratégie documentée d'investissement. La transition à l'IFRS 9, le 1^{er} avril 2018, n'a eu aucune incidence sur les bénéfices non distribués.

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre la correction de valeur pour pertes de crédit à la date de clôture conformément à l'IAS 39, soit au 31 mars 2018, et la correction de valeur pour pertes de crédit à la date d'ouverture déterminée selon l'IFRS 9, soit au 1^{er} avril 2018.

	Correction de valeur pour pertes de crédit au 31 mars 2018 (IAS 39)	Réévaluation	Correction de valeur pour pertes de crédit au 1 ^{er} avril 2018 (IFRS 9)
Prêts	704 640	(132 193)	572 447
Autres passifs	-	21 687	21 687
Total	704 640	(110 506)	594 134



5.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés trimestriels résumés selon les IFRS exige que la direction pose des jugements et des hypothèses et utilise des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, estimations et hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels sont résumées dans la présente note. Pour obtenir l'information complète sur les jugements, estimations et hypothèses comptables importants, se référer à la page 66 du Rapport annuel 2018.

Estimations et hypothèses

Correction de valeur pour pertes de crédit attendues – estimations et hypothèses applicables au moment de la transition à l'IFRS 9 (1^{er} avril 2018)

La correction de valeur pour pertes de crédit selon l'IFRS 9 représente l'estimation par la direction des pertes attendues dans le portefeuille de prêts à la date de présentation de l'information financière, laquelle est déterminée actif par actif, intègre des informations prospectives et est fondée sur des pondérations probabilistes tirées de différents scénarios économiques.

BDC examine ses prêts individuellement pour déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée. Ce processus exige que BDC pose des hypothèses et des jugements en procédant notamment à l'évaluation des possibilités de défaut et des risques que présente un prêt et à l'estimation des flux de trésorerie futurs et de la valeur des garanties.

Au moment de la transition à l'IFRS 9, les prêts dépréciés sont réputés être à l'étape 3. Tous les autres prêts sont réputés se trouver à l'étape 1, ou à l'étape 2 s'il y a eu une hausse importante du risque de crédit. Si la hausse du risque de crédit n'est plus considérée comme étant importante, les prêts sont transférés à l'étape 1 et si les prêts ne sont plus considérés comme étant dépréciés, ils sont transférés à l'étape 1 ou à l'étape 2. Les hypothèses utilisées pour déterminer s'il y a une hausse importante du risque de crédit comprennent une augmentation importante de la probabilité de défaillance attendue pour la durée de vie depuis la création, les prêts qui sont en souffrance depuis 30 jours ou les prêts sous surveillance. La superposition de facteurs qualitatifs aux fins de gestion peut également être pratiquée, au besoin, pour tenir compte des prêts dont le risque a augmenté de manière importante. Les pertes de crédit attendues sont calculées pour chaque exposition, en prenant en compte la probabilité de défaillance prospective, la perte en cas de défaillance et l'exposition en cas de défaillance de l'instrument financier. L'IFRS 9 exige que les conditions économiques actuelles et à venir utilisées dans les différents scénarios soient prises en compte pour déterminer s'il y a eu une hausse importante du risque de crédit et pour calculer le montant des pertes attendues. BDC utilise trois scénarios prospectifs qui sont fondés sur des pondérations probabilistes. Le « scénario de base » représente le scénario le plus probable compte tenu des conditions économiques actuelles et prospectives, tandis que le scénario « optimiste » ou le scénario « pessimiste » diffèrent du scénario de base puisqu'ils se fondent sur des conditions économiques plausibles. L'utilisation des informations prospectives exige que la direction exerce son jugement.

Des changements apportés à ces hypothèses ou l'utilisation d'autres jugements raisonnables peuvent affecter le montant de la correction de valeur d'une manière appréciable. Pour de plus amples renseignements sur la correction de valeur pour pertes de crédit, se reporter à la note 8, *Prêts*.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur des actifs et des passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière ne peut pas être établie d'après les données de marchés actifs (cours cotés sur un marché ou cours offerts par un courtier, par exemple), elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation, notamment des modèles d'actualisation de flux de trésorerie.

Les données utilisées pour ces modèles, comme les courbes de taux d'intérêt, le cours des actions, les prix et les rendements des devises, la volatilité des hypothèses sous-jacentes et les corrélations entre les données, proviennent de marchés observables, quand cela est possible. Sinon, il faut exercer un certain jugement pour établir les justes valeurs.

Ce jugement porte notamment sur l'évaluation des données telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu par niveau de risque et les projections pondérées des flux de trésorerie. Tout changement à ces données peut avoir une incidence sur la juste valeur comptabilisée des instruments financiers. Pour de plus amples renseignements sur les techniques d'évaluation utilisées pour chaque type d'instrument financier, se reporter à la note 3, *Principales méthodes comptables*, et pour en savoir plus sur les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, se reporter à la note 6, *Juste valeur des instruments financiers*.

Relations de couverture admissibles

BDC a cessé la comptabilité de couverture le 31 mars 2018. Avant cette date, pour désigner des instruments financiers dans des relations de couverture admissibles, BDC avait déterminé qu'elle s'attendait à ce que les couvertures soient hautement efficaces pendant la période de la relation de couverture. Pour comptabiliser des dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie, BDC avait déterminé que le risque couvert était associé à des flux de trésorerie futurs hautement probables.

6.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1 — Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 — Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement; et
- Niveau 3 — Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données importantes non observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 ni entre le niveau 2 et le niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des investissements inscrits en bourse deviennent des investissements privés pendant les périodes présentées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

	Évaluation de la juste valeur selon le			31 décembre 2018
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs				
Actifs dérivés		9 697		9 697
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG		674 235		674 235
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN		10 143		10 143
Placements de financement subordonné	1 393		1 092 258	1 093 651
Placements de capital de risque	139 957		1 724 441	1 864 398
	141 350	694 075	2 816 699	3 652 124
Passifs				
Passifs dérivés		12 521		12 521
Billets à long terme désignés comme étant à la JVRN		137 463		137 463
	-	149 984	-	149 984

	Évaluation de la juste valeur selon le			31 mars 2018
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs				
Actifs dérivés		15 357		15 357
Titres adossés à des créances mobilières, disponibles à la vente		465 216		465 216
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN		7 479		7 479
Placements de financement subordonné	1 900		1 050 452	1 052 352
Placements de capital de risque	149 850		1 513 777	1 663 627
	151 750	488 052	2 564 229	3 204 031
Passifs				
Passifs dérivés		3 387		3 387
Billets à long terme désignés comme étant à la JVRN		137 684		137 684
	-	141 071	-	141 071

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

	31 décembre 2018		
	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2018	1 050 452	1 513 777	2 564 229
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	25 490	15 276	40 766
Variation nette de la plus(moins)-value			
latente sur les placements	(17 904)	100 141	82 237
Profits (pertes) de change nets			
latents sur les placements	-	30 640	30 640
Décassements sur les placements	263 037	174 771	437 808
Remboursements sur les placements et autres	(228 817)	(110 034)	(338 851)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(130)	(130)
Juste valeur au 31 décembre 2018	1 092 258	1 724 441	2 816 699

	31 mars 2018		
	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2017	859 043	1 303 779	2 162 822
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	3 472	(23 909)	(20 437)
Variation nette de la plus(moins)-value			
latente sur les placements	1 409	225 894	227 303
Profits (pertes) de change nets			
latents sur les placements	-	(17 094)	(17 094)
Décassements sur les placements	401 332	246 072	647 404
Remboursements sur les placements et autres	(211 582)	(124 262)	(335 844)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	(3 222)	(96 703)	(99 925)
Juste valeur au 31 mars 2018	1 050 452	1 513 777	2 564 229

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



7.

Titres adossés à des créances mobilières

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Montant nominal	675 808	469 492
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	(1 573)	(4 276)
Valeur comptable	674 235	465 216
Rendement	2,64%	2,19%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	10 145	7 543
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	(2)	(64)
Valeur comptable	10 143	7 479
Rendement	7,88%	7,79%
Titres adossés à des créances mobilières	684 378	472 695

Aucun titre adossé à des créances mobilières n'avait subi de perte de valeur au 31 décembre 2018 ni au 31 mars 2018. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit n'avait été comptabilisée au 31 décembre 2018.

Les montants non déboursés sur les titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissaient à 465 000 \$ au 31 décembre 2018 (403 000 \$ au 31 mars 2018).

8.

Prêts

Les tableaux qui suivent résument les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit	Valeur comptable nette totale
Productifs	474 149	2 861 841	21 901 162	25 237 152	(279 788)	24 957 364
Douteux	24 737	132 727	705 023	862 487	(343 599)	518 888
Prêts au 31 décembre 2018	498 886	2 994 568	22 606 185	26 099 639	(623 387)	25 476 252

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant brut total	Provision collective cumulée	Provision individuelle cumulée	Provision cumulée totale	Montant net total
Productifs	278 952	2 817 245	20 566 062	23 662 259	(411 000)	-	(411 000)	23 251 259
Douteux	23 534	118 748	628 290	770 572	-	(293 640)	(293 640)	476 932
Prêts au 31 décembre 2018	302 486	2 935 993	21 194 352	24 432 831	(411 000)	(293 640)	(704 640)	23 728 191

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit.

	31 décembre 2018			
	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1^{er} avril 2018	110 259	147 304	314 884	572 447
Dotation à la provision pour pertes de crédit				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	51 197	(49 232)	(1 965)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(30 677)	56 283	(25 606)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(1 243)	(23 140)	24 383	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit ⁽²⁾	(63 651)	37 682	114 598	88 629
Actifs financiers remboursés en totalité ⁽³⁾	(9 327)	(13 641)	(32 600)	(55 568)
Nouveaux actifs financiers créés	55 489	12 255	-	67 744
Modifications des paramètres des modèles ou des risques ⁽⁴⁾	-	-	-	-
Radiations	-	-	(65 202)	(65 202)
Recouvrements	-	-	12 471	12 471
Variation des taux de change et autres	(76)	306	2 636	2 866
Solde au 31 décembre 2018	111 971	167 817	343 599	623 387

⁽¹⁾ Représente la variation du solde d'ouverture de la correction de valeur pour pertes de crédit en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attribuable aux changements du risque de crédit des prêts, aux changements des données des modèles et des hypothèses, et aux remboursements partiels.

⁽³⁾ Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit en raison des prêts qui ont été entièrement remboursés.

⁽⁴⁾ Aucun changement n'a été apporté aux modèles au cours de la période.

	31 mars 2018
Solde au 1 ^{er} avril 2017	696 882
Radiations	(138 241)
Effet de l'actualisation	(16 363)
Recouvrements et autres	8 823
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	551 101
Solde au 31 mars 2018	704 640

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Concentrations du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissaient à 3 553 947 \$ au 31 décembre 2018 (865 513 \$ à taux fixe et 2 688 434 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 5,3 % sur les engagements relatifs aux prêts (5,0 % au 31 mars 2018).

Les tableaux suivants présentent les montants des prêts en cours et les montants non déboursés sur les prêts autorisés par région et par secteur d'activité.

Répartition géographique	31 décembre 2018		31 mars 2018	
	Prêt en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	883 081	52 444	877 891	65 037
Île-du-Prince-Édouard	77 262	1 688	70 651	10 729
Nouvelle-Écosse	613 806	62 348	562 650	78 644
Nouveau-Brunswick	492 348	61 962	494 334	39 447
Québec	8 330 002	899 707	7 658 985	877 635
Ontario	7 178 891	1 193 993	6 689 723	841 715
Manitoba	730 213	84 808	726 386	132 416
Saskatchewan	798 156	43 147	800 563	50 501
Alberta	3 729 924	597 104	3 545 959	523 994
Colombie-Britannique	3 110 738	536 889	2 855 772	461 037
Yukon	106 398	9 925	108 548	3 561
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	48 820	9 932	41 369	2 820
Prêts	26 099 639	3 553 947	24 432 831	3 087 536

Répartition par secteur d'activités	31 décembre 2018		31 mars 2018	
	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Fabrication	6 042 285	917 228	5 611 342	828 926
Commerce de gros et de détail	4 833 350	527 443	4 579 060	440 197
Industries de services	3 714 253	460 008	3 438 475	392 878
Tourisme	3 250 510	424 155	3 046 763	414 777
Immeubles commerciaux	2 852 244	141 831	2 674 608	155 636
Construction	2 009 772	347 995	1 903 043	231 517
Transport et entreposage	1 476 864	257 554	1 386 700	168 158
Ressources	1 061 872	257 275	1 018 978	285 659
Autres	858 489	220 458	773 862	169 788
Prêts	26 099 639	3 553 947	24 432 831	3 087 536

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit sur les engagements qui est incluse dans les autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

	31 décembre 2018			
	Correction de valeur pour pertes de crédit sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2018	16 320	5 367	-	21 687
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit	(1 391)	6 169	-	4 778
Augmentation (diminution) nette des engagements	3 964	(7 631)	-	(3 667)
Variation des taux de change et autres	(7)	17	-	10
Solde au 31 décembre 2018	18 886	3 922	-	22 808

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



9.

Placements de financement subordonné

BDC détient un portefeuille de placements de financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de financement subordonné en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 31 décembre 2018	159 340	700 196	291 951	1 151 487	1 093 651
Au 31 mars 2018	94 090	717 299	278 101	1 089 490	1 052 352

Concentrations des placements de financement subordonné et des montants non déboursés sur les placements autorisés

Les montants non déboursés sur les placements autorisés s'établissaient à 161 688 \$ au 31 décembre 2018 (71 153 \$ à taux fixe et 90 535 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré (en excluant les rendements autres qu'en intérêts) était de 8,6 % sur les engagements relatifs aux placements de financement subordonné (10,0 % au 31 mars 2018).

Les tableaux suivants présentent les montants des placements en cours et les montants non déboursés sur les placements de financement subordonné autorisés par région et par secteur d'activité.

Répartition géographique	31 décembre 2018			31 mars 2018		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	6 651	11 458	20 806	5 439	10 694	374
Nouvelle-Écosse	11 925	12 889	-	13 227	16 260	1 000
Nouveau-Brunswick	26 593	25 018	1 950	23 353	22 122	4 200
Québec	424 792	439 031	54 455	413 215	422 895	27 721
Ontario	378 994	407 089	64 347	356 729	362 113	62 112
Manitoba	1 176	2 101	-	7 382	5 864	-
Saskatchewan	47 534	50 358	3 080	46 111	48 557	1 100
Alberta	84 700	96 603	6 800	103 504	117 849	3 437
Colombie-Britannique	107 285	103 008	10 250	78 181	77 941	8 500
Yukon	431	443	-	542	565	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	3 570	3 489	-	4 669	4 630	-
Placements de financement subordonné	1 093 651	1 151 487	161 688	1 052 352	1 089 490	108 444

Répartition par secteur d'activité	31 décembre 2018			31 mars 2018		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Fabrication	343 864	375 363	86 233	316 080	329 636	44 948
Industries de services	307 472	317 914	33 193	283 565	291 641	27 895
Commerce de gros et de détail	196 168	204 276	8 750	203 862	212 427	14 784
Construction	58 740	58 784	3 700	66 390	65 418	6 200
Industries de l'information	56 736	56 930	20 280	58 201	58 124	7 450
Transport et entreposage	43 059	46 335	5 500	26 298	30 454	2 650
Ressources	35 549	52 203	2 850	49 906	69 166	1 767
Tourisme	13 241	13 478	682	8 562	8 867	2 750
Services éducatifs	8 224	8 038	-	8 307	8 157	-
Autres	30 598	18 166	500	31 181	15 600	-
Placements de financement subordonné	1 093 651	1 151 487	161 688	1 052 352	1 089 490	108 444



10.

Placements de capital de risque

Par l'intermédiaire de ses secteurs Capital de risque (CR) et Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR), BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de capital de risque.

Le secteur CR est axé principalement sur les entreprises technologiques à un stade précoce et à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Le PICR regroupe deux initiatives fédérales : le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR).

Le PACR est une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 400 millions de dollars pour accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Le PACR investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire, et directement dans des sociétés partout au Canada. Le PACR appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées.

L'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) est également une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 400 millions de dollars par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.

Les placements de capital de risque, qui sont détenus à long terme, sont des actifs non courants.

Le tableau suivant présente un aperçu du portefeuille de placement de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement.

Type de placement	31 décembre 2018			31 mars 2018		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Placements directs	822 048	611 208	11 767	726 227	544 303	31 442
Fonds ⁽¹⁾	1 042 350	760 697	729 311	937 400	741 818	346 600
Placements de capital de risque	1 864 398	1 371 905	741 078	1 663 627	1 286 121	378 042

⁽¹⁾ Inclus dans les montants ci-dessus, les investissements du PICR, qui sont tous des investissements relatifs au PACR, et dont la juste valeur était de 444 738 \$ et le coût était de 366 082 \$ au 31 décembre 2018 (400 516 \$ et 363 269 \$, respectivement, au 31 mars 2018). Au 31 décembre 2018, BDC investissait dans 73 fonds par l'entremise du secteur CR et 14 fonds par l'entremise du secteur PICR (70 fonds et 8 fonds, respectivement, au 31 mars 2018).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Concentrations du total des placements de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés

Les concentrations des placements directs selon le secteur d'activité sont illustrées ci-dessous.

Répartition par secteur d'activité	31 décembre 2018			31 mars 2018		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Industries de l'information	356 562	252 197	3 404	303 064	232 627	10 962
Biotechnologie et pharmacologie	179 873	88 590	-	174 424	85 288	3 150
Industriel	68 068	21 504	560	57 747	15 197	-
Communications	60 982	57 361	1 464	47 867	51 565	1 080
Électronique	48 512	57 459	3 695	54 064	56 141	3 570
Énergie	41 659	53 314	-	33 258	35 394	10 000
Médecine et soins de santé	25 605	55 063	2 644	28 810	53 883	2 680
Autres	40 787	25 720	-	26 993	14 208	-
Total des placements directs	822 048	611 208	11 767	726 227	544 303	31 442
Fonds	1 042 350	760 697	729 311	937 400	741 818	346 600
Placements de capital de risque	1 864 398	1 371 905	741 078	1 663 627	1 286 121	378 042

11.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 31 décembre 2018, 26 029 000 actions ordinaires étaient en circulation (24 779 000 au 31 mars 2018).

Prescriptions statutaires

Conformément à la Loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

De plus, le total du capital versé, du surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres (tels que les instruments hybrides de capital) ne peut en aucun cas dépasser 4,5 milliards de dollars.

Au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2018 et de l'exercice terminé le 31 mars 2018, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.



12.

Informations sectorielles

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Services-conseils, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) et division Technologies propres. Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) regroupe les activités de l'ancien secteur Plan d'action pour le capital de risque (PACR) avec l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR).

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants. Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.
- **Services-conseils** offre des services de consultation, soutient les entreprises à impact élevé et propose des programmes de groupe et d'autres services en lien avec les activités commerciales.
- **Capital de croissance et transfert d'entreprise** offre du financement subordonné sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que par capitaux propres.
- **Capital de risque** offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. BDC effectue aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement de capital de risque.
- **Programmes incitatifs pour le capital de risque** : PACR appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées. PICR fournit du capital de risque à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.
- La division **Technologies propres** effectue des placements de financement subordonné et de capital de risque dans des entreprises de technologies propres prometteuses.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

Trimestre terminé le
31 décembre 2018

	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	416 309	390 660	-	25 235	-	-	414
Charges d'intérêts	80 494	78 179	-	2 315	-	-	-
Produits d'intérêts nets	335 815	312 481	-	22 920	-	-	414
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	10 204	1	-	4 751	5 452	-	-
Produits de Services-conseils	6 689	-	6 689	-	-	-	-
Frais et autres produits	10 037	5 327	-	4 604	(111)	81	136
Produits (pertes) nets	362 745	317 809	6 689	32 275	5 341	81	550
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(44 382)	(44 382)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(10 018)	1 078	-	(11 572)	(2 989)	3 805	(340)
Profits (pertes) de change nets	37 631	(36)	-	858	36 450	359	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(33)	(33)	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	345 943	274 436	6 689	21 561	38 802	4 245	210
Salaires et avantages du personnel	99 946	72 876	12 820	9 435	3 866	219	730
Locaux et équipement	10 728	8 547	1 134	553	415	25	54
Autres charges	35 993	26 184	4 983	1 137	2 501	1 105	83
Charges opérationnelles et administratives	146 667	107 607	18 937	11 125	6 782	1 349	867
Résultat (perte) net	199 276	166 829	(12 248)	10 436	32 020	2 896	(657)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	196 827	166 829	(12 248)	11 927	28 080	2 896	(657)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2 449	-	-	(1 491)	3 940	-	-
Résultat (perte) net	199 276	166 829	(12 248)	10 436	32 020	2 896	(657)
Portefeuille des secteurs d'activité au 31 décembre 2018							
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG	674 235	674 235	-	-	-	-	-
Prêts	25 476 252	25 476 252	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN	10 143	10 143	-	-	-	-	-
Placement de financement subordonné	1 093 651	11 365	-	1 052 148	-	-	30 138
Placement de capital de risque	1 864 398	-	-	-	1 397 179	444 738	22 481
Portefeuille total	29 118 679	26 171 995	-	1 052 148	1 397 179	444 738	52 619
Engagements non déboursés des secteurs d'activité au 31 décembre 2018							
Prêts	3 553 947	3 553 947	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances mobilières	465 000	465 000	-	-	-	-	-
Placements	902 766	500	-	116 212	416 132	304 485	65 437
Portefeuille total	4 921 713	4 019 447	-	116 212	416 132	304 485	65 437

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Trimestre terminé le
31 décembre 2017

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	351 509	329 205	-	22 304	-	-	-
Charges d'intérêts	40 857	39 360	-	1 497	-	-	-
Produits d'intérêts nets	310 652	289 845	-	20 807	-	-	-
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	8 039	-	-	(1 525)	9 564	-	-
Produits de Services-conseils	4 844	-	4 844	-	-	-	-
Frais et autres produits	11 523	4 840	35	6 469	140	39	-
Produits (pertes) nets	335 058	294 685	4 879	25 751	9 704	39	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(38 438)	(38 438)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(9 904)	199	-	(14 214)	3 151	960	-
Profits (pertes) de change nets	4 793	(144)	-	46	4 863	28	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	519	519	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	292 028	256 821	4 879	11 583	17 718	1 027	-
Salaires et avantages du personnel	92 521	68 879	11 289	7 992	4 144	217	-
Locaux et équipement	10 089	8 064	1 077	513	416	19	-
Autres charges	32 144	24 958	4 646	1 315	1 204	21	-
Charges opérationnelles et administratives	134 754	101 901	17 012	9 820	5 764	257	-
Résultat (perte) net	157 274	154 920	(12 133)	1 763	11 954	770	-
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	156 057	154 920	(12 133)	1 487	11 013	770	-
Aux participations ne donnant pas le contrôle	1 217	-	-	276	941	-	-
Résultat (perte) net	157 274	154 920	(12 133)	1 763	11 954	770	-
Portefeuille des secteurs d'activité au 31 décembre 2017							
Titres adossés à des créances mobilières, disponibles à la vente	490 662	490 662	-	-	-	-	-
Prêts	23 246 574	23 246 574	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN	7 801	7 801	-	-	-	-	-
Placement de financement subordonné	1 037 207	8 649	-	1 028 558	-	-	-
Placement de capital de risque	1 572 725	-	-	-	1 188 137	384 588	-
Portefeuille total	26 354 969	23 753 686	-	1 028 558	1 188 137	384 588	-
Engagements non déboursés des secteurs d'activité au 31 décembre 2017							
Prêts	3 223 888	3 223 888	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances mobilières	378 000	378 000	-	-	-	-	-
Placements	441 035	1 380	-	126 866	284 876	27 913	-
Portefeuille total	4 042 923	3 603 268	-	126 866	284 876	27 913	-

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Neuf mois terminés le
31 décembre 2018

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	1 188 671	1 117 520	-	70 131	-	-	1 020
Charges d'intérêts	202 346	196 274	-	6 072	-	-	-
Produits d'intérêts nets	986 325	921 246	-	64 059	-	-	1 020
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	40 821	1	-	25 490	15 330	-	-
Produits de Services-conseils	18 714	-	18 714	-	-	-	-
Frais et autres produits	32 990	15 762	21	15 370	1 483	213	141
Produits (pertes) nets	1 078 850	937 009	18 735	104 919	16 813	213	1 161
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(115 689)	(115 689)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	57 963	1 091	-	(19 440)	35 607	41 045	(340)
Profits (pertes) de change nets	34 802	(4 879)	-	860	38 457	364	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	511	511	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	1 056 437	818 043	18 735	86 339	90 877	41 622	821
Salaires et avantages du personnel	299 969	218 449	38 068	27 979	12 690	673	2 110
Locaux et équipement	32 338	25 837	3 323	1 646	1 297	81	154
Autres charges	90 212	65 042	13 693	3 567	6 248	1 364	298
Charges opérationnelles et administratives	422 519	309 328	55 084	33 192	20 235	2 118	2 562
Résultat (perte) net	633 918	508 715	(36 349)	53 147	70 642	39 504	(1 741)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	630 479	508 715	(36 349)	53 134	67 216	39 504	(1 741)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	3 439	-	-	13	3 426	-	-
Résultat (perte) net	633 918	508 715	(36 349)	53 147	70 642	39 504	(1 741)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Neuf mois terminés le
31 décembre 2017

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	995 311	932 140	-	63 171	-	-	-
Charges d'intérêts	93 567	89 812	-	3 755	-	-	-
Produits d'intérêts nets	901 744	842 328	-	59 416	-	-	-
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(19 649)	228	-	2 534	(22 411)	-	-
Produits de Services-conseils	14 041	-	14 041	-	-	-	-
Frais et autres produits	31 391	13 964	138	16 817	383	89	-
Produits (pertes) nets	927 527	856 520	14 179	78 767	(22 028)	89	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(97 928)	(97 928)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	189 761	224	-	1 001	176 536	12 000	-
Profits (pertes) de change nets	(32 195)	(2 626)	-	(365)	(28 986)	(218)	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	1 121	1 121	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	988 286	757 311	14 179	79 403	125 522	11 871	-
Salaires et avantages du personnel	279 417	206 973	35 000	24 078	12 690	676	-
Locaux et équipement	30 452	24 266	3 214	1 533	1 388	51	-
Autres charges	84 178	63 644	13 405	3 469	3 589	71	-
Charges opérationnelles et administratives	394 047	294 883	51 619	29 080	17 667	798	-
Résultat (perte) net	594 239	462 428	(37 440)	50 323	107 855	11 073	-
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	554 902	462 428	(37 440)	41 666	77 175	11 073	-
Aux participations ne donnant pas le contrôle	39 337	-	-	8 657	30 680	-	-
Résultat (perte) net	594 239	462 428	(37 440)	50 323	107 855	11 073	-



13.

Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les termes de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. Les honoraires d'administration sont calculés de façon linéaire sur la durée de vie de l'instrument et sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats. L'obligation contractuelle maximale aux termes des garanties s'établissait à 40,7 millions de dollars au 31 décembre 2018 (45,5 millions de dollars au 31 mars 2018), et les durées actuelles expirent dans un délai de 130 mois (139 mois au 31 mars 2018). Toutefois, l'exposition réelle au 31 décembre 2018 était de 30,5 millions de dollars (34,4 millions de dollars au 31 mars 2018).

Ces garanties financières ont été initialement comptabilisées à la juste valeur à la date où elles ont été accordées. La juste valeur était réputée nulle, car toutes les garanties ont été conclues dans des conditions de concurrence normale et aucun honoraire n'a été reçu initialement. De plus, aucune créance pour les honoraires prévus n'a été comptabilisée. La comptabilisation subséquente d'un passif survient uniquement s'il devient plus probable qu'improbable que le client ne respectera pas ses engagements contractuels. Aucun passif n'était comptabilisé au titre de ces garanties au 31 décembre 2018 et au 31 mars 2018 dans l'état consolidé de la situation financière de BDC.

14.

Transactions entre parties liées

Au 31 décembre 2018, BDC avait 20 644 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 1 186 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Finances (20 480 millions de dollars de billets à court terme et aucun billet à long terme au 31 mars 2018).

Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 décembre 2018, BDC a comptabilisé des charges d'intérêts relatives aux emprunts auprès du ministre des Finances, charges qui se sont élevées respectivement à 83,2 millions de dollars et 209,6 millions de dollars, comparativement à 41,8 millions de dollars et 96,0 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent.

De plus, un emprunt de 110 millions de dollars auprès du ministre des Finances a été racheté au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2019. La transaction n'a pas engendré de gain ou de perte. Aucun emprunt n'a été racheté au cours de la même période l'an dernier.

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.



Banque de développement du Canada

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

T 1 877 BDC-BANX (232-2269)

F 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez www.bdc.ca

 BDC

 BDC_ca

 BDC

bdc.ca
1 888 INFO-BDC